

**Diplomatie économique -
Attractivité - Brexit - Paris Fintech
Forum - Communiqué du ministère
de l'économie et des finances**
(Paris, 27 janvier 2017)

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances a prononcé le discours d'ouverture de la deuxième édition du Paris Fintech Forum, le 25 janvier. Axelle Lemaire, secrétaire d'État au numérique et à l'innovation, s'est quant à elle exprimée le lendemain lors d'une conférence sur les entreprises françaises et européennes du secteur de la technologie financière (Fintech), où la France occupe un rôle de premier plan.

Le Paris Fintech Forum, grand rendez-vous de la finance digitale

Placé sous le haut patronage du ministère de l'économie et des finances, et organisé par le cabinet Alteir Event, le Paris Fintech Forum réunit plus de 130 entreprises du secteur de la technologie financière (Fintech) venant du monde entier. Étalé sur deux jours, cet événement prend la forme de débats, tables rondes, interviews et conférences, qui réunissent au Palais Brongniart les acteurs clés de l'écosystème financier international, ainsi que les dirigeants des principales Fintech.

Près de 2.000 participants ont assisté à cette deuxième édition du Paris Fintech Forum, qui s'impose d'ores et déjà comme un grand rendez-vous de la finance digitale. Ce forum constitue en effet un moment privilégié pour les start-up du secteur souhaitant valoriser leur projet innovant et contribuer au rayonnement de la France sur le marché des Fintech.

Qu'est-ce que la Fintech ?

La FinTech, contraction de Financial Technology (technologie financière) désigne des entreprises (start-up et PME) qui fournissent des services financiers grâce à des solutions innovantes. Les domaines d'application sont variés : paiement mobile et/ou en ligne, financement participatif (crowdfunding), gestion de l'épargne, assurance et crédit, conseil financier en ligne...

La France en pointe dans le secteur des Fintech

Dans son discours d'ouverture, Michel Sapin a rappelé les atouts de la France en matière d'innovation. Les mesures prises à destination des entreprises innovantes (régime des impatriés, guichet unique pour les relocalisations, baisse de l'impôt sur les sociétés, compte PME innovation...) ont contribué à renforcer l'attractivité du territoire et à asseoir l'autorité des

start-up françaises dans le paysage «Tech» international.

Plus spécifiquement à propos des Fintech, le gouvernement a engagé une série de chantiers visant à encourager l'établissement de ces entreprises en France notamment au travers d'un accompagnement commun de l'autorité des marchés financiers (AMF) et de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

De même, le dispositif de mobilité bancaire qui entrera en vigueur le 6 février permettra de donner une latitude plus grande aux nouvelles solutions proposées par la Fintech. Enfin, alors que la France est déjà en pointe en matière de financement participatif, la réforme de 2016 a augmenté les plafonds des prêts, et permet aux PME d'avoir recours au «crowdfunding» à travers l'accès aux minibons.

Data, blockchain et intelligence artificielle : anticiper les mutations à venir

Dans son intervention du 26 janvier, Axelle Lemaire est revenue sur le Brexit et ses conséquences sur le secteur des Fintech. Insistant sur la nécessité de poursuivre la coopération avec le Royaume-Uni, elle a notamment mentionné les travaux de la task force franco-britannique sur l'économie des données, ainsi que les partenariats entre Paris et Londres, qui visent à accompagner les start-up souhaitant se développer dans les deux pays.

Axelle Lemaire a par ailleurs abordé la «blockchain», la technologie de registres distribués, qui permet aux participants d'un réseau de valider des opérations sans l'intervention de tiers. Les start-up qui fournissent un service basé sur la blockchain, de plus en plus nombreuses, bénéficient d'un accompagnement privilégié, autant en termes de financement public (PIA3) qu'au travers de la FrenchTech, qui permet la mise en réseau de ces entreprises à fort potentiel de croissance.

Enfin, quelques jours après le lancement de la stratégie française en intelligence artificielle (France IA), la secrétaire d'État en a souligné l'importance dans l'industrie bancaire, notamment dans la relation-client (dispositifs de chat automatisés etc...), tout en invitant les acteurs du secteur à anticiper au mieux les transitions à venir en termes d'emploi et de contenu du travail dans le secteur financier./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)